COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 22 février 2008
(convocation du 11 février 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Février Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPÉ Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MARTIN Hugues, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, Mme BURGUIERE Karine, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. DELAUX Stéphan, Mme DENON-BIROT Marie-Nelly, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NABET Brigitte, M. NEUVILLE Michel, Mme NOËL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. MARTIN Hugues (à cpter de 11 h 10)
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. PUJOL Patrick à M. FAYET Guy
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle (jusqu'à 9 h 50)
M. BELIN Bernard à M. ANZIANI Alain (jusqu'à 9 h 50)
M. BANNEL Jean-Didier à M. CASTEX Régis
M. BELLOC Alain à M. CASTEL Lucien
M. BENOIT J. Jacques à M MOULINIER Maxime (jusqu'à 10 h 00)
Mme. BRUNET Françoise à M. BANAYAN Alexis
M. CARTI Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia

M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MANSENCAL Alain à M. JUNCA Bernard
M. MILLET Thierry à M. NEUVILLE Michel
M. PETIT Alain à Mme. DARCHE Michelle
M. POIGNONEC Michel à M. SOUBIRAN Claude
M. PONS Henri à M. SIMON Patrick
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
M. TAVART Jean-Michel à M. BAUDRY Claude
Mme. VIGNE Elisabeth à M. MERCHERZ Jean

EXCUSE :

M. CANIVENC

LA SÉANCE EST OUVERTE

**Poste de responsable télécom et radio à la Direction des Systèmes
d'Information - Autorisation de recourir à un agent contractuel**

Monsieur SEUROT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Par délibération n°2007/0187 du Conseil de Communauté du 30 mars 2007, il a été décidé la transformation d'un poste de technicien en poste d'ingénieur responsable télécom et radio à la Direction des Systèmes d'Information.

Afin de pourvoir ce poste, les publicités légales ont été réalisées auprès du centre départemental de gestion et du centre national de la fonction publique territoriale le 11 avril 2007 puis le 10 septembre 2007. Par ailleurs, une annonce a été transmise sur les sites internet spécialisés de 01 informatique et Cadres online le 9 juillet 2007.

Au terme de ces publicités, la Communauté Urbaine de Bordeaux n'a été destinataire d'aucune candidature de fonctionnaire correspondant au profil recherché. En conséquence, compte tenu de la fonction très spécifique de ce poste, le recrutement d'un ingénieur contractuel au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 est envisagé pour une durée de trois ans renouvelable.

L'agent participera à la gestion, à l'évolution de l'ensemble des infrastructures informatiques et télécom de la Communauté Urbaine de Bordeaux, au bon déroulement de l'ensemble des tâches d'exploitation informatiques et téléphoniques.

Il aura pour activités principales :

- * de définir l'architecture de la couche physique des réseaux LAN, WAN et MAN le cas échéant et les principes de mise en œuvre,
- * de définir les évolutions et les extensions de l'infrastructure du réseau, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre,
- * de valider les évolutions de l'architecture téléphonie,
- * de préparer et /ou superviser les appels d'offres en particulier ceux liés à la téléphonie, aux télécom, au fonctionnement du réseau tétra et au câblage,
- * de participer à la mise en œuvre de la sécurité d'accès au réseau de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- * d'assurer la disponibilité des serveurs et du réseau,
- * d'assurer la veille technologique et le conseil auprès du responsable de département,
- * de veiller au respect des consignes de sécurité.

En application de la délibération n°2006/0828 du 24 novembre 2006 relative à la rémunération des agents non titulaires, la rémunération serait alors fixée en référence à la grille indiciaire du grade des Ingénieurs Territoriaux et Ingénieurs Principaux ainsi qu'au régime indemnitaire correspondant, soit une rémunération annuelle brute comprise entre 28 313,52 euros (1^{er} échelon d'ingénieur territorial, indice brut 379 – indice majoré 349) et 58 324,08 euros (9^{ème} échelon, indice brut 966 – indice majoré 783) indexée sur la revalorisation des traitements de la fonction publique territoriale, à laquelle il conviendrait d'ajouter la somme brute annuelle de 1083,96 euros au titre des primes semestrielles. Les éléments de cette rémunération seront révisables par analogie aux évolutions de la rémunération des agents titulaires.

Les crédits nécessaires à ce recrutement seraient alors prélevés au chapitre 012 – article 64131 – fonction 0200, soit un montant annuel maximum de 81 302,64 euros, traitement et charges patronales inclus.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, si tel est votre avis de bien vouloir autoriser les dispositions ci-dessus définies.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 février 2008,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
7 MARS 2008**

PUBLIÉ LE : ?

M. BERNARD SEUROT